

L'élément le plus important de l'APECA est que, pour la première fois, les décisions sont prises non à Ottawa mais dans les provinces atlantiques par les habitants de ces provinces. Le financement vient du centre, mais l'énergie créatrice et l'esprit d'entreprise qui animent le programme viennent d'ici, des provinces de l'Atlantique.

L'APECA a déjà nettement dépassé la performance de tous les précédents programmes de développement économique régional. A ce jour, les représentants de l'Agence ont traité plus de 88 000 demandes de renseignements, reçu 13 000 demandes d'aide, approuvé 8 100 projets, engagé 800 millions de dollars et suscité 1,7 milliard de dollars d'investissements privés.

L'APECA a appuyé des projets qui ont créé 15 000 nouveaux emplois et en ont sauvé 18 000 autres. Quelque 800 nouvelles entreprises ont été mises sur pied, dont la moitié par de nouveaux entrepreneurs. Mais, malgré tout cela, certains milieux continuent de mettre en doute l'engagement d'Ottawa en matière de développement régional.

Permettez-moi de le dire sans détour. Notre gouvernement a confiance dans le Canada atlantique et il prouve sa confiance par des montants d'argent sans précédents. Voici les faits.

Les dépenses fédérales pour le développement du Canada atlantique entre 1979 et 1984 ont représenté en moyenne 185 millions de dollars par année. De 1984 à 1989, ces dépenses ont grimpé de plus de 50 pour cent pour représenter en moyenne 282 millions de dollars par année. Mais il y a encore plus important : d'ici à 1994, les dépenses fédérales pour le développement régional grimperont encore une fois de plus de 50 pour cent pour représenter en moyenne 425 millions de dollars par année.

Je sais - et je dois le rappeler ici - je sais que les dépenses pour cette année se situent dans les 500 millions de dollars. Et je reconnais que, pour des raisons de restrictions budgétaires, la période de financement a été portée de cinq ans à un peu moins de sept ans.

Les contraintes à court terme placées sur les budgets des agences régionales influenceront sur l'envergure des nouveaux engagements financiers qui pourront être pris pour l'année prochaine, ou à peu près. Et ces crédits pourraient ne pas combler les attentes à court terme.

Cependant, il reste que le gouvernement a non seulement maintenu mais accru considérablement les crédits qui seront affectés au développement régional dans les cinq prochaines années. Nous en sommes fiers. Et nous ne nous excusons pas de